

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 28 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Établissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_StSd_2023-07-27_RAPVI_MCBK_25240
Code AIOT : 0006201781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 de la zone Stockages et conditionnement Sud dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Établissement de Carling BP 61005 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 28/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 26 juin 2023 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE
- Établissement de Carling BP 61005 - 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au sein de l'UO "Acrylates" le parc de stockage sud et le conditionnement sud.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures de maîtrise des risques
- Mélanges incompatibles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 8.71 (partiel)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Incompatibilités produits/produits	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notice de réexamen EDD	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Sans objet
2	MMR StSd 10 "Sécurité de température haute du bac 91R114"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Sans objet
4	Incompatibilités produits/matériaux	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 26 juin 2023 ont mis en évidence :

- la nécessité de formaliser de manière plus précise dans la liste unique les mesures compensatoires des mesures de maîtrise des risques en ce qui concerne les actionneurs et les solveurs (cf. point de contrôle n°3) ;
- les justifications apportées sont insuffisantes pour exclure le risque d'incompatibilité produits/produits (Cf. point de contrôle n°5). L'exploitant s'est engagé d'ici fin décembre 2023 à étudier les potentiels effets d'un mélange accidentel de produits incompatibles sur le site et si les effets sortent du site, à coter en probabilité et en gravité cet accident et à proposer les mesures de maîtrise des risques nécessaires.

L'inspection des installations classées propose au préfet d'envoyer à l'exploitant une lettre préfectorale de suites sur ces 2 points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notice de réexamen EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'exploitant procède au réexamen quinquennal de ses études de dangers. La notice de réexamen est conforme à l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers susvisé. [...] L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers « Parcs de stockage et de conditionnement Nord et Sud » avant le 31 août 2023. Ce réexamen prend en compte l'effet de vague en cas de rupture d'un réservoir."
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué être en cours de finalisation de la notice de réexamen de l'étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" et avoir prévu sa transmission à l'inspection des installations classées en juillet 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : MMR StSd 10 "Sécurité de température haute du bac 91R114"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-11 du 15 juin 2022</u> "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none">• l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ;• la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ;• la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ;• la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ;• la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées. En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et aux notices d'information susmentionnées. [...]"
<u>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" d'août 2018 (noeud papillon n°10)</u>
<u>Article 8.7.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié</u> "Les mesures de maîtrise des risques auxquelles un niveau de confiance est attribué doivent respecter les critères de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé. [...] Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement [...] Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe ci-dessus, notamment : <ul style="list-style-type: none">• les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques ;• les résultats de ces programmes ;• les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques. [...]"
Constats : Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "StSd10 "sécurité de température haute du bac 91R114" sont confidentiels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 8.7.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures compensatoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "[...] En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité, sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. En tout état de cause, la durée d'indisponibilité est la plus courte possible."
Constats : Les constats relatifs aux mesures compensatoires sont confidentiels. Il est demandé à l'exploitant de formaliser de manière plus précise les mesures compensatoires des mesures de maîtrise des risques dans la liste unique, en ne se limitant pas à la partie "détecteurs" mais également aux parties "solveur" et "actionneurs".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Incompatibilités produits/matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022</u> "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none">• l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ;• la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ;• la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ;• la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ;• la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées. En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et aux notices d'information susmentionnées. [...]"
<u>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" d'août 2018</u>
<u>Article 8.3.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié</u> " Les équipements (bacs, [...]) sont conçus [...] dans des matériaux compatibles avec les produits mis en œuvre et avec leur environnement. [...]"
<u>Article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié</u> "Les recommandations et consignes de sécurité édictées dans les fiches de données de sécurité sont respectées."
Constats : Par courriels du 17 juillet 2023, l'exploitant a transmis les justificatifs des matériaux constitutifs des bacs : <ul style="list-style-type: none">• R105 stockant de l'acrylate de butyle : acier carbone ;• R122 stockant de l'acide acétique : acier inox ;• R173A stockant de l'acide sulfurique : acier inox ;• R113, R1142, R143, R153 et R154 stockant de l'acide acrylique (brut, technique ou glacial) : acier inox. L'exploitant a également indiqué : <ul style="list-style-type: none">• que les réservoirs R105 et R173 A sont susceptibles de présenter des traces de corrosion compte tenu du produit stocké et du matériau constitutif du bac ;• que la fiche toxicologique INRS de novembre 2020 indique que le stockage d'acide

<p>sulfurique s'effectue généralement dans des récipients en acier inoxydable ou en acier carbone ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le réservoir R173A respire à travers un sécheur d'air afin de réduire le taux d'humidité et donc réduire le risque de corrosion ; • qu'un plan d'inspection a été mis en place par le service d'inspection reconnu du site (SIR) sur ces deux bacs. <p>Par courriel du 20 juillet 2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fiche de données de sécurité de l'acrylate de butyle du 8 juin 2022 indiquant notamment que l'acier inoxydable et l'acier ordinaire sont recommandés pour le matériel d'emballage ; • la fiche de données de sécurité de l'acide sulfurique (du 24 juillet 2022) indiquant notamment que l'acier inoxydable est recommandé pour le matériel d'emballage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Incompatibilités produits/produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022</u> "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; • la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; • la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; • la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; • la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. <p>et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées. En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et aux notices d'information susmentionnées. [...]"</p> <p><u>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" d'août 2018</u></p>
<p>Constats : Les constats relatifs aux risques d'incompatibilité produits/produits sont confidentiels. L'exploitant s'est engagé d'ici fin décembre 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à étudier les potentiels effets d'un mélange accidentel de produits incompatibles sur le site ; • si les effets sortent du site, à coter en probabilité et en gravité cet accident et à proposer les mesures de maîtrise des risques nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois